

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur ID : 059-200093201-20240702-lmc100000110750-AR Acte certifié exécutoire Envoi préfecture le 03/07/2024 Retour préfecture le 03/07/2024 Publié le 03/07/2024

24-A-0359

# Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

## ARRETE LISTANT LES PROJETS RETENUS DANS LE CADRE DE L'ATTRIBUTION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) 2024

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la délibération n° 18 C 0240 modifiée du 15 juin 2018 du Conseil métropolitain portant mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et revalorisation du régime indemnitaire et plus particulièrement ses articles relatifs au complément indemnitaire annuel (CIA);

Considérant qu'il appartient à l'administration de proposer à l'autorité territoriale la liste des projets transversaux à l'échelle de l'institution, finalisés dans l'année écoulée et ayant significativement contribué à l'innovation en matière de politique publique et des services aux usagers sur le territoire métropolitain, au rayonnement de l'institution ou à l'amélioration du fonctionnement de l'administration;



## Arrêté Du Président

Considérant la nécessité de reconnaître, à l'occasion de la prochaine campagne d'entretiens professionnels annuels, l'engagement individuel et exceptionnel et la manière de servir des agents ayant œuvré à la réussite de projets retenus ; Sur proposition du comité de direction générale, réuni le 18 juin 2024.

#### <u>ARRÊTE</u>

- <u>Article 1.</u> Les projets retenus au titre du complément indemnitaire annuel pour l'année 2024 sont les suivants :
  - JO 2024:
  - Expédition sciences comportementales ;
  - Financement BEI commission européenne transports ;
  - Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
  - Metropolitan square;
  - Signature du contrat de ville et des solidarités ;
  - Extension des consignes de tri et mise en place de nouveaux gestes de tri :
  - Élaboration de la stratégie nature et eau en métropole ;
  - Open Payment.
- Article 2. La manière de servir et l'engagement professionnel des agents ayant contribué à la réussite de ces projets seront évalués lors de leur prochain entretien professionnel annuel afin de déterminer leur éligibilité au versement du CIA;
- Article 3. Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;

# MÉTROPOLE

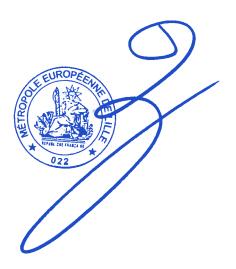
## Arrêté Du Président

Article 4. M. le Directeur général des services et le M. le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet de la Région Hauts de France, Préfet du Département du Nord.

- 2 JUIL. 2024

Le Président de la Métropole Européenne de Lille

**Damien CASTELAIN** 





## Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

#### EMMERIN -

## RUE DE SECLIN - RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION - PROROGATION

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-11;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu l'arrêté n°24-A-0291 en date du 30 mai 2024 ;

Considérant que les bordures restent à poser ;

## **ARRÊTE**

- Article 1. Les dispositions de l'arrêté n°24-A-0291 du 30 mai 2024, portant réglementation de la circulation rue de Seclin M952 (Emmerin) entre les PR7+400 et PR8+150, sont prorogées jusqu'au 19 juillet 2024 ;
- <u>Article 2.</u> Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;



#### **Du Président**

Article 3. M. le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- TNRV;
- NOREADE;
- Mme le Maire d'Emmerin ;
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord ;
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers ;
- M. le Directeur de DEVERRA;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord ;
- M. le Directeur Zonal des Compagnies Républicaines de Sécurité Nord;
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L;
- M. le Directeur d'llévia.



# Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

SAILLY-LEZ-LANNOY -

## RUE VERTE PROLONGEE - RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la demande en date du 27 juin 2024 émise par la société SATELEC sise 59 Chaussée Marcelin Berthelot 59331 Tourcoing aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;

Vu l'avis réputé favorable de M. le Maire de Sailly-lez-Lannoy;

Vu l'avis réputé favorable de M. le Maire de Willems ;

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 8 juillet 2024 au 5 septembre 2024 rue Verte Prolongée à Sailly-lez-Lannoy;

# MÉTROPOLE

#### Arrêté Du Président

#### <u>ARRÊTE</u>

- Article 1. À compter du 8 juillet 2024 et jusqu'au 5 septembre 2024, la circulation des véhicules est interdite rue Verte Prolongée (Sailly-Lez-Lannoy);
- Article 2. À compter du 8 juillet 2024 et jusqu'au 5 septembre 2024, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :
- Rue Verte Prolongée (Sailly-lez-Lannoy);
- Rue de Rocmetz (Willems);
- Chemin Vert (Willems);
- Chaussée de Verdun (Willems) ;
- Rue de la Verte Rue (Willems) ;
- Rue Verte (Sailly-lez-Lannoy);
- <u>Article 3.</u> La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SATELEC;
- <u>Article 4.</u> Les infractions au présent arrêté seront constatées par procèsverbaux dressés par les forces de l'ordre et pourront donner lieu à des poursuites;
- Article 5. Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;
- Article 6. M. le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :
- SATELEC;
- M. le Maire de Sailly-lez-Lannoy ;
- M. le Maire de Willems :
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers;
- M. le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de Lille
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord ;
- M. le Directeur Zonal des Compagnies Républicaines de Sécurité Nord ;
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L ;

## MÉTROPOLE EUROPÉRNIE DE UL E

## Arrêté Du Président

- M. le Directeur d'Esterra ;
- M. le Directeur d'Ilévia.



# Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

QUESNOY-SUR-DEULE -

## CHEMIN DES PATARDS - RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-11 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la demande en date du 27 juin 2024 émise par la société SADE - CGTH sise 3 avenue Saint Pierre 59118 Wambrechies pour le compte de la MEL sise 2, boulevard des Cités Unies CS70043 59040 Lille aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation ;

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux pluviales rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 15 juillet au 9 août 2024 chemin des Patards à Quesnoy-sur-Deûle :

#### ARRÊTE

<u>Article 1.</u> À compter du 15 juillet 2024 et jusqu'au 9 août 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent sur le chemin des Patards (Quesnoy-sur-Deûle) du PR 0+765 au PR 0+835 :



#### **Du Président**

- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;
- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la route et passible de mise en fourrière immédiate :
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.
- Article 2. La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SADE CGTH.
- <u>Article 3.</u> Les infractions au présent arrêté seront constatées par procèsverbaux dressés par les forces de l'ordre et pourront donner lieu à des poursuites.
- Article 4. Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;
- Article 5. M. le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :
- SADE CGTH;
- Mme le Maire de Quesnoy-sur-Deûle ;
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers ;
- M. le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de Lille ;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord ;
- M. le Directeur Zonal des Compagnies Républicaines de Sécurité Nord ;
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L;
- M. le Directeur d'Esterra ;
- M. le Directeur d'Ilévia.



## Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

LEERS -

## RUE GIBRALTAR DROITE - RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-11 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la demande en date du 25 juin 2024 émise par la société SATELEC sise 59 chaussée Marcelin Berthelot 59331 Tourcoing aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation ;

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 8 juillet 2024 au 21 août 2024 rue Gibraltar Droite à Leers :

#### **ARRÊTE**

Article 1. À compter du 8 juillet 2024 et jusqu'au 21 août 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la rue Gibraltar Droite (Leers) du PR 0+530 au PR 0+770 :



#### **Du Président**

- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la route et passible de mise en fourrière immédiate :
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.
- <u>Article 2.</u> La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SATELEC.
- <u>Article 3.</u> Les infractions au présent arrêté seront constatées par procèsverbaux dressés par les forces de l'ordre et pourront donner lieu à des poursuites.
- Article 4. Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;
- Article 5. M. le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :
- SATELEC:
- M. le Maire de Leers ;
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord ;
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers ;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord ;
- M. le Directeur Zonal des Compagnies Républicaines de Sécurité Nord ;
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L ;
- M. le Directeur d'Esterra :
- M. le Directeur d'Ilévia.



# Arrêté du Président de la Métropole européenne de Lille

**COMINES -**

#### CHEMIN DE WYNHEM - RESTRICTION DE CIRCULATION HORS AGGLOMERATION

Le Président du conseil de la métropole européenne de Lille ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté n° 24-A-0308 du 19 juin 2024 portant délégation de fonctions aux membres de l'exécutif :

Vu l'arrêté n° 24-A-0331 du 20 juin 2024 portant définition des modalités de signature en cas d'absence ou d'empêchement et détermination des actes et documents pour lesquels délégation de signature est accordée aux membres de la direction générale et aux responsables de services, selon les ordres de priorités indiqués ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-11;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la demande en date du 27 juin 2024 émise par la société SADE - CGTH sise 3 avenue Saint Pierre 59118 WAMBRECHIES pour le compte de la métropole européenne de Lille sise 2 boulevard des Cités Unies CS70043 59040 LILLE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation ;

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux pluviales rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 15 juillet 2024 au 9 août 2024 chemin de Wynhem à Comines ;

## <u>ARRÊTE</u>

- Article 1. À compter du 15 juillet 2024 et jusqu'au 9 août 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent chemin de Wynhem (Comines) du PR 0+155 au PR 0+240 :
- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit;



#### **Du Président**

- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate :
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h;
- <u>Article 2.</u> La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SADE CGTH;
- <u>Article 3.</u> Les infractions au présent arrêté seront constatées par procèsverbaux dressés par les forces de l'ordre et pourront donner lieu à des poursuites;
- Article 4. Le présent arrêté, transcrit au registre des actes de la Métropole européenne de Lille, est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publicité ;
- Article 5. M. le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :
- SADE CGTH :
- M. le Maire de Comines ;
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord ;
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers ;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord ;
- M. le Directeur Zonal des Compagnies Républicaines de Sécurité Nord ;
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L ;
- M. le Directeur d'Esterra :
- M. le Directeur d'Ilévia.